

CAMPAGNE ÉLECTORALE DE BOUTEFLIKA

Bensalah engage le RND

Il était bien inspiré le secrétaire général du Rassemblement nationale démocratique (RND), Abdelkader Bensalah, qui, présidant une cérémonie de célébration du 17^e anniversaire de la création du parti, a discoursé comme si nul doute ne subsistait quant à la candidature de Bouteflika. Évoquant la campagne électorale, il affirmera : «Nous travaillerons avec force à défendre notre candidat, le frère Abdelaziz Bouteflika.»

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Il était dans la confiance Bensalah, lui qui s'est départi de sa prudence légendaire pour rassurer les cadres du parti quant à la candidature de Bouteflika. «Nous travaillerons avec force pour défendre notre candidat, le frère Abdelaziz Bouteflika», a-t-il dit, ajoutant que «nous nous engagerons dans la campagne électorale avec toute la rigueur qu'exige la situation. Nous agissons dans le respect de ses adversaires, quels que soient leurs programmes et leurs convictions, tant que leurs programmes et leurs actions respectent la Constitution et ne touchent pas à la stabilité du pays».

Nul besoin, dès lors, de sortir de hautes écoles de sciences politiques pour entrevoir la réalité à laquelle ren-

voyait le propos de Bensalah : une lèvéée proche du suspense entretenu autour de la candidature de Bouteflika.

Pour ceux qui auraient eu du mal à décoder les assertions soigneusement insérées dans son texte, Bensalah établira une intime relation entre la stabilité, que le Premier ministre réitère à chacune de ses sorties dans les wilayas, et la continuité. «La stabilité est dans la continuité.» Le secrétaire général du RND ne fera cependant aucune allusion à l'état de santé de Bouteflika.

Néanmoins, il n'a pas manqué de créditer le chef de l'Etat, désormais officiellement candidat, de clairvoyance.

Se référant au message de Bouteflika à l'occasion de la Journée

nationale du chahid, Bensalah soulignera qu'à travers sa lettre adressée au peuple, le président de la République a prouvé ses grandes capacités en tant que guide qui sait comment et quand intervenir mais aussi quoi dire (...) il s'est exprimé dans un langage qui sied au chef suprême des armées et dans la sagesse d'un homme politique conscient de ses responsabilités et d'un chef d'Etat soucieux de rassembler l'ensemble des acteurs agissants sur la scène politique».

Le secrétaire général du RND s'en est, par ailleurs, pris à ceux qui réclament le respect de la Constitution et qui, en même temps, veulent empêcher Bouteflika de se représenter. «C'est quoi cette logique que certains de faire valoir pour empêcher un citoyen de se porter candidat alors que la Constitution le lui permet ?» Il s'en est aussi pris aux partis qui ont prôné le boycott. Selon lui, ces derniers agissent ainsi parce qu'ils savent que leur chance de victoire sont minces. «Ils tentent de justifier leur échec par anticipation.»

S. A. I.

PRÉSIDENTIELLES

El Islah soutient Ali Benflis

Le mouvement El Islah a annoncé, hier, sa participation aux élections présidentielles d'avril prochain, en soutenant Ali Benflis.

Le candidat aux élections présidentielles d'avril prochain, Ali Benflis, peut compter sur un nouveau soutien politique. Djahid Younsi, SG du mouvement El Islah, a annoncé, hier, dans une conférence de presse le soutien de son parti à la candidature de l'ancien chef de gouvernement Ali Benflis.

«Le conseil consultatif du parti a mandaté depuis le 28 décembre dernier une commission nationale composée du bureau national et du bureau consultatif pour trancher entre trois propositions concernant les prochaines élections présidentielles soit le boycott, soit la participation au nom du mouvement El Islah soit en soutenant un autre candidat et le bureau a pris sa décision vendredi dernier en participant en faveur de Ali Benflis», a expliqué Djahid Younsi.

L'intervenant a justifié cette décision par rapport à la convergence dans les programmes respectifs des deux parties. El Islah, dit Djahid Younsi, se lancera dans cette bataille et se mobilisera pour recueillir des dizaines de milliers de signatures en faveur de l'ancien candidat malheureux aux présidentielles de 2004.

Par ailleurs, le conférencier estime que le gouvernement a tenté d'acheter la paix sociale avec des augmentations de salaires. «Ils ont distribué de l'argent et promettent encore plus tout en sous-entendant que la condition est d'aller voter», a souligné le SG d'El Islah.

Selon lui, le gouvernement a également échoué à mettre fin aux différents mouvements de protestation ayant touché le pays. Notamment la crise de Ghardaïa, la grève des enseignants ou la grogne des jeunes.

S. A.

MOHAMED CHAFIK MESBAH À RFI*:

«Le général Toufik n'est pas contre un 4^e mandat de Bouteflika»

RFI : Pensez-vous comme le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, que le général Mohamed Mediène, dit le général Toufik, s'oppose à un quatrième mandat du Président Bouteflika ?

Chafik Mesbah : Non, absolument pas. A propos du secrétaire général du FLN, la cause est entendue. Depuis longtemps, il ne cesse de battre campagne pour le quatrième mandat. Je ne crois pas, cependant, qu'il ait des convictions. Il est instrumentalisé. Par contre dans le cas du général Mediène, j'ai eu à le connaître en effet, c'est un officier général discipliné.

Je ne le vois vraiment pas porter la contradiction au chef de l'Etat. Depuis, d'ailleurs, qu'il exerce [cette fonction de chef des services de renseignement], je ne l'ai jamais vu porter la contradiction au chef de l'Etat de l'heure, à plus forte raison au Président Bouteflika. Tout au plus à la suite des enquêtes sur la grande corruption a-t-il pu déterminer qu'il y avait de graves problèmes de dysfonctionnement dans le système et dans la cour qui entoure monsieur Bouteflika. Je suis persuadé qu'il a dû en informer le Président. Malheureusement, le groupe mis en cause a réagi violemment en demandant à Amar Saâdani de monter au créneau.

Vous pensez que dans son combat contre la corruption, le général Mediène s'est fait beaucoup d'ennemis, notamment dans l'entourage du chef de l'Etat ?

Absolument ! Parce que, malheureusement, cet entourage est concerné que ce soit par les enquêtes sur les concessions agricoles, sur l'autoroute Est-Ouest ou sur Sonatrach.

Sur Sonatrach, la société pétrolière ?

Oui, sur Sonatrach, c'est clair. C'est monsieur Chakib Khelil, l'ancien ministre de l'Energie, qui est en cause. Sonatrach, c'est un peu «la vache à traire» de l'Algérie et le



Mohamed Chafik Mesbah.

peuple algérien n'accepte pas qu'on puisse y toucher à des fins inavouables.

Vous avez travaillé avec le général Mediène, vous le connaissez très bien. Il est en poste depuis plus de vingt ans. Est-ce que, de fait, il n'est pas devenu l'un des hommes les plus puissants du pays, donc un «faiseur de rois» ?

Si vous me parlez de société virtuelle, c'est-à-dire la classe politique qui existe actuellement, les partis et les institutions, je vous dirai : oui, les services de renseignement disposent d'une influence certaine. Si vous me parlez de la société réelle, c'est-à-dire la population dans sa globalité, les laissés-pour-compte, je vous dirai : non. «Faiseur de rois», je crois, dans tous les cas, que c'est un peu exagéré. Parce que jusqu'à présent, le système algérien a fonctionné sur la base du consensus. A partir de l'interruption du processus électoral en 1992, il y avait un conclave en bonne et due forme de la hiérarchie militaire qui décidait de la conduite à tenir. Il y

avait l'état-major, les régions militaires, les grandes unités de feu, et de l'autre côté les services de renseignement qui jouaient le rôle d'interface avec la société politique. Les décisions se prenaient dans le cadre du consensus.

Dans la lutte contre le terrorisme, le général Mediène travaille beaucoup avec les services de renseignement occidentaux. Jusqu'où accepte-t-il de collaborer avec les Français et les Américains ?

A ma connaissance, la préoccupation du général Mediène Mohamed a toujours consisté à ne pas laisser la coopération technique déboucher sur une soumission sur le plan stratégique où l'Algérie jouerait un rôle auxiliaire. Par rapport à la politique sahélienne par exemple, il est clair que les Français ont voulu que l'Algérie joue un rôle d'auxiliaire.

Est-ce que certains décideurs français ou américains ont essayé de faire du général Mediène leur pion dans l'appareil algérien ?

Du côté français, je vais être un peu brutal. Je crois que les Français sont contents de la coopération sécuritaire telle qu'elle existe avec les services de renseignement algériens. Mais ils considèrent que le général Mediène Mohamed est un peu le dernier rempart.

Il représente un peu la ligne nationaliste dure. Et les Français se référant à l'ère du Président Boumediène. Je crois que ça ne leur déplairait pas qu'il y ait un changement à la tête des services de renseignement algériens.

C'est-à-dire que pour les Français le général Mediène est un peu le Houari Boumediène d'aujourd'hui ?

Ils aimeraient bien avoir en face quelqu'un qui ne soit pas tributaire du dogme nationaliste.

A l'heure qu'il est on ne sait toujours pas si Abdelaziz Bouteflika sera candidat à la présidentielle du 17 avril pour un quatrième mandat. A votre avis, il va y aller ou pas ?

Jusqu'à preuve du contraire, oui. Monsieur Bouteflika se présentera parce qu'en plus de sa propre volonté, le cercle qui l'entoure veut imposer ce quatrième mandat pour des raisons liées à des intérêts personnels.

Et qui sont les hommes-clés dans ce clan présidentiel ?

Je me demande, justement, jusqu'à présent quelle est la part de monsieur Abdelaziz Bouteflika et de son frère monsieur Saïd Bouteflika, dans le processus de décision politique.

Ce sont les deux seules personnes qui comptent. Je crois, finalement, qu'il y a un «go between» entre les deux qui pourrait, éventuellement, être élargi au général Gaïd Salah, vice-ministre et chef d'état-major de l'ANP.

Voulez-vous dire que depuis qu'Abdelaziz Bouteflika est mala-

de, son frère Saïd Bouteflika et le vice-ministre de la Défense, le général Ahmed Gaïd Salah, ont pris un véritable ascendant sur lui ?

Pas sur le Président Bouteflika, mais sur le processus de décision, c'est certain. Vous savez, il n'y a pas de vie politique en Algérie, il n'y a pas de vie associative. Ce sont uniquement des appareils qui fonctionnent le pays. Je ne crois pas que monsieur Saïd Bouteflika soit porteur de stratégie, mais en tous les cas, il est mu par un instinct de conservation du pouvoir.

Pour ce 17 avril, on annonce la candidature de plusieurs dizaines de personnes. Quelles figures voyez-vous pour assurer la relève ?

A mon avis, la seule personne qui actuellement pourrait recueillir l'adhésion populaire de manière massive, c'est le Président Liamine Zéroual.

L'ancien Président Liamine Zéroual ?

En effet. Le Président Liamine Zéroual qui jouit d'une image positive dans l'opinion publique, en raison de son intégrité et de son patriotisme. Actuellement, en plus, il faut absolument que le candidat du consensus puisse imposer son autorité à l'armée et aux services de renseignement. En toute honnêteté, je ne vois pas d'autre personnalité que le Président Liamine Zéroual détenir, à l'heure actuelle, cette capacité.

Et l'ancien Premier ministre, Ali Benflis ?

Ce que je suppose c'est que l'entourage de monsieur Bouteflika mettra l'Algérie – je m'excuse du terme, s'il est un peu excessif – à feu et à sang pour empêcher son élection.

*** Entretien réalisé pour Radio France Internationale par Christophe Boissouvier et diffusé le 21 février.**